



## Les lycées professionnels doivent rester au service des élèves !

COMMUNIQUÉ

Mercredi 13 septembre, dans un lycée professionnel des Sables d'Olonne, Macron a repris l'éternel poncif : les LP sont éloignés de l'entreprise. Cette affirmation est une contre-vérité, elle est révélatrice de la méconnaissance du terrain et de la vie des LP. Pour les élèves, les PFMP représentent déjà plus de 40% de leur temps d'enseignement professionnel. De plus la majorité des collègues d'enseignement pro sont issus du monde de l'entreprise.

Alors qu'aucun bilan de la « transformation de la voie professionnelle » portée par Jean Michel Blanquer n'a été fait, que la réforme de l'apprentissage est dénoncée par un grand nombre des acteurs, actrices de la formation professionnelle, le président prône l'apprentissage comme modèle pour réformer le lycée pro. La double tutelle de la ministre déléguée à l'enseignement et à la formation professionnels trouve ainsi sa pleine justification.

Certaines annonces sont lourdes de menaces. Partisan d'un adéquationisme radical, il veut que la carte des formations réponde bassin par bassin aux besoins immédiats de main d'œuvre des entreprises locales. Mais les lycées professionnels n'ont pas vocation à être au service des entreprises à l'instar de « l'appartement témoin » choisi par le président, un LP vendéen fortement lié à l'entreprise Bénéteau.

Sous couvert d'autonomie renforcée pour les établissements, il annonce des « expérimentations locales ». Au menu, réorganisation du temps scolaire, avec augmentation et dérégulation des PFMP pulvérisant le cadre national garant de l'égalité entre élèves et le statut des PLP menacé par l'annualisation. Recrutement de professeurs « associés » et transfert de l'enseignement professionnel sur les stages en entreprise et les fermetures de filières prétendument non insérantes laissent craindre un plan social pour les enseignants des disciplines professionnelles.

Le lycée professionnel accueille l'ensemble des jeunes, sans les discriminations qui caractérisent l'entrée en apprentissage, et les fait réussir mieux. C'est donc bien cette voie de formation initiale qu'il faut développer, notamment en lui redonnant les moyens supprimés depuis des années.

La CGT Educ'action dénonce cette offensive libérale contre la voie professionnelle sous statut scolaire. Face à l'ampleur des attaques seule une mobilisation massive permettra le maintien de la voie professionnelle et de ses personnels dans le Service public d'Éducation.

Montreuil le 15 septembre 2022